

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 15/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DOW France

Plateforme chimique
rue Frédéric Kuhlmann
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0160/24-SD/SL
Code AIOT : 0005101667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement DOW France implanté Rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOW France
- Rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société exploite des installations de fabrication de polymères acryliques en solution dans l'eau utilisés principalement dans le domaine de la détergence (additifs dans les lessives pour le linge et les lave-vaisselles) et dans le traitement des eaux. Une partie de ces polymères est séchée sur le site.

Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), Chemours (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation). La société IWT a en charge la gestion des eaux de l'ensemble de la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul en ce qui concerne l'alimentation et le traitement des eaux rejetées via notamment un STEP industrielle pour les eaux de process.

La société VSPU a en charge les utilités telles que les énergies dont la vapeur via des chaudières.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose
- Biocides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	PC n°6 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Demande d'action corrective	Immédiat
11	PC n°10 : Modalité de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC n°1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Observation
2	PC n°2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Observation
3	PC n°3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Sans objet
4	PC n°4 : Traçabilité des actions correctives et préventives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Observation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	PC n°5 : Fréquence des analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Sans objet
7	PC n°7 : Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Sans objet
8	PC n°8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Sans objet
9	PC n°9 : Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Observation
10	PC n°10 : Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte les fréquences de prélèvements pour les analyses de *Légionelle pneumophila* et les résultats ne présentent pas de dépassement depuis des années.

L'exploitant doit réaliser des actions correctives afin de répondre aux obligations réglementaires.

Le point de prélèvement doit être modifié afin d'être le plus représentatif possible et au plus près de la dispersion.

Le fonctionnement de la TAR C et des pompes A et B doit être précisé au sein de l'AMR.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes. <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
Constats : <p>L'exploitant a formalisé au sein du paragraphe 3.1 de l'analyse méthodique des risques (AMR) la personne responsable des tours aéroréfrigérantes (TAR) et les personnes qui peuvent intervenir sur les installations.</p> <p>Madame Ascione est désignée comme étant responsable des TAR. La société APAVE a réalisé la formation de Madame Ascione au mois de juin 2019.</p> <p>La société VEOLIA est désignée pour intervenir sur le circuit de refroidissement y compris les TAR.</p> <p>La société DOW a fait le choix de sensibiliser l'ensemble du personnel. La formation est réalisée en interne par le responsable HSE tous les ans.</p>

<p>Le support de formation a été consulté lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant via son service des ressources humaines suit un plan de formation du personnel afin que ce dernier soit formé à minima tous les 5 ans sur cette thématique.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés par un laboratoire accrédité. La personne en charge du prélèvement est formée à cet effet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation n°1</u> : Le support de formation interne reprend les obligations de la prescription mais de façon sommaire. Il apparaît nécessaire de compléter le support de formation en détaillant les sujets à aborder.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : PC n°2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p>

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'analyse méthodique des risques est mise à jour tous les ans.

La dernière mise à jour a été réalisée en octobre 2023.

L'AMR contient les éléments de la présente prescription excepté le schéma de principe qui a été présenté lors de l'inspection mais qui n'est pas intégré à l'AMR.

La présence de bras mort et leur gestion est intégré à l'AMR.

Toutefois, il n'est pas précisé au sein des modalités de gestion du circuit et des différents modes de fonctionnement que la "TAR C" a un fonctionnement intermittent. En effet, cette dernière n'est utilisée qu'en cas de besoin de refroidissement plus important en relation avec le process. L'AMR précise que le circuit doit toujours être ouvert. La vanne qui permet la circulation de l'eau dans la TAR C est ouverte. Toutefois, le besoin en refroidissement plus important implique le fonctionnement d'une pompe d'un débit plus important désignée "Pompe A". En cas de besoin en refroidissement plus faible, la "pompe B" qui est en fonctionnement. Le jour de l'inspection, il a été constaté avec un fonctionnement de la pompe B et la vanne de la TAR C ouverte que l'eau ne circulait pas au sein de la TAR C.

La pompe A est mise en fonctionnement toutes les semaines le vendredi pendant 20 minutes pour supprimer le bras mort.

L'AMR ne précise pas ce fonctionnement intermittent de la TAR C et des pompes A et B ou sein du paragraphe concerné. Toutefois, la TAR C est gérée comme bras mort.

L'AMR a identifié des actions à réaliser qui sont traitées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : L'AMR intégrera précisément le fonctionnement intermittent de la TAR C et des pompes A et B.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC n°3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i>.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé un plan d'entretien, de surveillance et une fiche de stratégie de traitement.</p> <p>Le plan d'entretien est présent au sein de plusieurs documents de suivi.</p> <p>Une partie de la maintenance des installations est suivie au sein de la GMAO comme le contrôle des ventilateurs tous les trois mois.</p> <p>Le contrôle annuel des installations est délégué à une société spécialisée dans le domaine des TAR avec la rédaction d'un rapport.</p> <p>La métrologie des appareils de mesures et suivi des paramètres est réalisée dans un document spécifique.</p> <p>Le plan de surveillance est décrit au sein de la procédure DOW CD59.</p>

<p>Elle décrit les paramètres suivis et enregistrés par la société DOW et par la société VEOLIA en charge de la gestion des circuits de refroidissement.</p> <p>Cette procédure indique également les actions à mener en cas de dérive des paramètres suivis.</p> <p>La stratégie de traitement est décrite au sein de la procédure DOW CD508.</p> <p>Elle décrit les produits utilisés et leur mode de mise en œuvre en fonction des paramètres suivis (asservissements).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : PC n°4 : Traçabilité des actions correctives et préventives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs. - les modifications apportées aux installations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un carnet de suivi.</p> <p>Les informations de la prescription y sont reportées.</p> <p>Certaines informations sont enregistrées au sein des rapports trimestriels de visite du prestataire VEOLIA en charge de suivi des circuits de refroidissement. Ces informations sont les suivis et les éventuelles dérives des indicateurs des circuits de refroidissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation n°3 :</u> Le carnet de suivi indique les périodes de fonctionnement et d'arrêt.</p> <p>Toutefois, le fonctionnement intermittent des pompes A et B et de la TAR C n'est pas toujours enregistré. Cet enregistrement doit être systématique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : PC n°5 : Fréquence des analyses des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : Par sondage, il a été contrôlé la restitution des résultats sous l'application GIDAF depuis janvier 2023. Un seul prélèvement n'a pas respecté la périodicité. Le prélèvement de février 2023 n'a pas pu être réalisé suite à un souci technique. L'exploitant a fait réaliser deux prélèvements en mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC n°6 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : <u>Non conformité n°1 (faits modérés) :</u> Le délai des 30 jours entre la date de prélèvement et l'enregistrement des résultats sous l'application GIDAF n'est pas régulièrement respecté. Le fait de transmettre les résultats avec un délai plus important n'induit pas de nuisances environnementales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Proposition n°1 :</u> Il est demandé à l'exploitant d'être plus vigilant sur le respect du délai de 30 jours entre la date de prélèvement et l'enregistrement des résultats sous l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Immédiat

N° 7 : PC n°7 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : Le nettoyage mécanique et chimique des installations de refroidissement est réalisé tous les ans par une société spécialisée. Un rapport détaillé est rédigé par cette société. Elle décrit les actions de nettoyage et les résultats des actions. L'intervention est bien décrite et il est notamment précisé que le chantier d'intervention est bâché pour éviter la dispersion de légionelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC n°8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L. a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE — DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

<p>Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p> <p>f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé une procédure spécifique d'arrêt de la dispersion des TAR en cas de dépassement supérieur à 100 000 UFC/L en Legionella pneumophila référencée CD 59 qui intègre l'arrêté des installations DOW en précisant les différentes étapes de mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : PC n°9 : Stockage des produits biocides et autres.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>État des stocks de produits dangereux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un état des stocks des produits sur son site y compris les produits de traitement des circuits de refroidissement.</p> <p>La consommation quotidienne et le stock est suivi par la société VEOLIA.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté sur un des produits de traitement une date de limite d'utilisation de ce dernier au mois de mai 2024.</p> <p>Étant donné la quantité restante et les consommations habituellement mesurées, le produit devra être changé avant la fin de l'utilisation du fût.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un produit désigné 4510.</p> <p>Ce produit n'est pas référencé dans les documents contrôlés le jour de l'inspection. L'exploitant précisera l'utilisation de ce produit.</p> <p>Les FDS des biocides ont été parcourues le jour de l'inspection. Les produits de traitement y compris les biocides sont stockés dans les conditions indiquées dans les FDS et sur rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation n°4</u> : L'exploitant s'assurera que le produit dont la date d'utilisation est limitée à mai 2024 sera changé avant.</p> <p><u>Observation n°5</u> : L'exploitant précisera l'utilisation du produit désigné 4510.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : PC n°10 : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : 2. Entretien préventif de l'installation L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.
Constats : Les parties visibles sont propres. Il a été observé l'absence de circulation d'eau dans la TAR C (cf point de contrôle n°2). L'exploitant a informé que les dévésiculeurs ont été changés sur les TAR A et B respectivement en 2017 et 2020. L'exploitant a transmis les attestations concernant le taux d'entraînement de gouttelettes (< 0.01 %) et de compatibilité par courriel à l'inspection des installations classées le 18 avril 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PC n°11 : Modalité de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Modalité de prélèvements
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air. [...] Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. [...]
Constats : Le point de prélèvement est placé dans le local de traitement des circuits de refroidissement en dehors de l'influence de l'eau d'appoint et des produits de traitement. L'eau qui circule dans les TAR est l'eau qui circule dans les ateliers de process.

Le jour de l'inspection, il a été constaté avec l'exploitant qu'il était possible techniquement de placer le point de prélèvement plus près de la dispersion au sein de l'atelier.

Non conformité n°2 (faits modérés) : le point de prélèvement n'est pas placé le plus proche possible techniquement de la dispersion d'eau.

L'emplacement actuel du point de prélèvement n'induit pas de nuisances environnementales. Toutefois, il apparaît nécessaire de la déplacer pour être le plus représentatif possible. De plus, le déplacement ne nécessite pas d'intervention technique importante sur le réseau car un piquage est déjà présent sur la tuyauterie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition n°2 : Il est demandé à l'exploitant de déplacer le point de prélèvement au plus près possible techniquement de la dispersion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours